

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2004 — 2505

[2004/202020]

**29 AVRIL 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon
concernant l'agrément de Centres pilotes pour le développement et la vulgarisation en agriculture**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 5 février 1999 portant des dispositions diverses et relatives à la qualité des produits agricoles, notamment l'article 37;

Vu l'arrêté royal du 15 décembre 1975 concernant la reconnaissance et l'octroi de subventions aux jardins et centres d'essais horticoles, modifié par les arrêtés royaux des 3 avril 1978 et 29 octobre 1992;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 décembre 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 décembre 2003.;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 12 janvier 2004;

Vu la délibération du Gouvernement wallon le 18 décembre 2003 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas 30 jours;

Vu l'avis n° 36.740/4 du Conseil d'Etat donné le 7 avril 2004 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o Ministre : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

2^o Administration : la Direction du Développement et de la Vulgarisation de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

3^o secteur de production : ensemble d'activités liées à une spéculation, à un groupe de spéculations, à une méthode de production ou à la première transformation des produits issus de la production agricole.

CHAPITRE II. — De l'agrément

Art. 2. Le Ministre peut agréer des associations comme centres pilotes pour le développement et la vulgarisation, afin d'encourager et de soutenir des actions collectives organisées dans le cadre d'un secteur de production, en collaboration avec les milieux professionnels concernés et au bénéfice de l'ensemble des producteurs actifs dans ce secteur de production sur le territoire de la Région wallonne.

Art. 3. Il n'est agréé et subventionné qu'un seul centre pilote par secteur de production. Une association peut être agréée comme centre pilote si elle répond aux conditions suivantes :

1^o être constituée en association sans but lucratif conformément aux dispositions de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;

2^o le conseil d'administration de l'association doit être composé au moins d'un tiers d'exploitants agricoles actifs dans le secteur de production concerné;

3^o les missions visées à l'article 5 du présent arrêté doivent être reprises dans l'objet social de l'association;

4^o l'ensemble des producteurs présents sur le territoire wallon doivent pouvoir bénéficier des activités de l'association.

Art. 4. Le centre pilote doit :

1^o se conformer aux directives du Ministre ou du représentant de la Direction générale de l'Agriculture en vue de la réalisation des activités visées par l'agrément;

2^o élaborer annuellement un programme d'activités soumis à l'approbation du Ministre avant le 31 décembre de l'année qui précède l'exercice, et comprenant une description complète des actions prévues, un planning d'exécution, un budget et une répartition des tâches et des frais entre les partenaires;

3^o constituer un ou plusieurs comités techniques chargés de l'élaboration et du suivi de l'exécution des missions et du programme annuel;

4^o fournir à l'Administration tous les documents concernant l'élaboration et la réalisation du programme de développement et les activités du centre pilote;

5^o inviter le représentant de l'Administration à chacune des réunions des organes constitutifs de l'association à titre d'observateur, et à titre d'expert à celles des comités techniques;

6^o disposer de l'équipement et du personnel nécessaires à la bonne réalisation des missions;

7^o se soumettre aux contrôles de l'Administration et permettre l'accès à ses installations, à sa comptabilité, et à tout document en relation avec les activités visées par l'agrément.

Art. 5. Dans le secteur de production concerné, les missions suivantes peuvent faire l'objet de l'agrément en qualité de centre pilote :

1^o la coordination d'activités du secteur de production;

2^o la réalisation d'expérimentations dans les conditions de la pratique;

3^o la mise en place de projets de démonstration;

4^o l'encadrement des producteurs sur le plan technique, économique, social et environnemental;

5^o le développement du secteur par des programmes coordonnés et des actions ponctuelles;

6^o la vulgarisation de toute information en relation avec le secteur de production et notamment les résultats des activités du centre pilote et de la recherche;

7^o l'amélioration de techniques existantes et l'examen des possibilités de mise en œuvre de nouvelles techniques;

8° l'amélioration de la qualité des produits.

CHAPITRE III. — *De la subvention*

Art. 6. Dans les limites des crédits budgétaires, le Ministre peut octroyer au centre pilote agréé une subvention à titre d'intervention dans les frais de fonctionnement, y compris les frais de personnel, à concurrence de maximum 80 % des dépenses réellement effectuées au sein du budget approuvé.

Art. 7. § 1^{er}. Une subvention supplémentaire peut être octroyée au centre pilote agréé pour des investissements nécessaires à la réalisation des activités visées par l'agrément, et approuvés dans le cadre du programme annuel d'activités.

§ 2. Cette subvention supplémentaire est limitée à 40 % du coût total des investissements approuvés, et est liquidée sur la base des justificatifs originaux et des preuves de paiements.

§ 3. Toute autre intervention publique éventuelle est intégrée dans cette limite de 40 %.

Art. 8. Toute recette éventuelle générée grâce à la subvention doit être utilisée aux fins des missions visées par l'agrément.

Art. 9. Les modalités d'octroi de la subvention au centre pilote agréé sont :

1° le paiement, sur la base d'une déclaration de créance à introduire dès la signature de l'arrêté ministériel de subvention, d'une avance d'un montant de 75 % de la subvention pour les frais de fonctionnement;

2° le paiement du solde de 25 % de la subvention après présentation d'un rapport d'activités et de la totalité des pièces justificatives et des preuves de paiement relatives au programme d'activités.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 10. Le Ministre, après avoir entendu les représentants du centre pilote, peut retirer l'agrément d'un centre pilote si celui-ci ne satisfait plus aux conditions d'agrément visées à l'article 3, ou s'il ne respecte pas les prescriptions visées à l'article 4, ou s'il ne remplit pas les missions qui lui ont été confiées.

Art. 11. L'arrêté royal du 15 décembre 1975 concernant la reconnaissance et l'octroi de subventions aux jardins et centres d'essais horticoles, modifié par les arrêtés royaux des 3 avril 1978 et 29 octobre 1992 est abrogé.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2004.

Art. 13. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 avril 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 2505

[2004/202020]

29. APRIL 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Zulassung der Pilotzentren für die Entwicklung und Beratung in der Landwirtschaft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 5. Februar 1999 mit verschiedenen Bestimmungen und bezüglich der Qualität der landwirtschaftlichen Erzeugnisse, insbesondere des Artikels 37;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 15. Dezember 1975 über die Anerkennung und die Gewährung von Zuschüssen an Gärten und gartenbauliche Versuchszentren, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 3. April und 29. Oktober 1992

Aufgrund des am 17. Dezember 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 18. Dezember 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 12. Januar 2004;

Aufgrund der Beratung der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über den Antrag auf ein vonseiten des Staatsrates innerhalb eines Zeitraums, der 30 Tage nicht überschreitet, abzugebendes Gutachten;

Aufgrund des am 5. April 2004 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 36.740/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

2° Verwaltung: die Direktion der Entwicklung und der Beratung der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° Produktionssektor: alle Tätigkeiten im Zusammenhang mit einer Spekulation, einer Serie von Spekulationen, einer Produktionsmethode oder der ersten Verarbeitung der Erzeugnisse aus der Landwirtschaft.

KAPITEL II — *Die Zulassung*

Art. 2 - Der Minister ist befugt, Vereinigungen die Zulassung als Pilotzentren für die Entwicklung und Beratung in der Landwirtschaft zu erteilen, um die kollektiv im Rahmen eines Produktionssektors organisierten Aktionen in Zusammenarbeit mit den betreffenden Berufszweigen und zugunsten aller in diesem Produktionssektor auf dem Gebiet der Wallonischen Region tätigen Erzeuger zu fördern und zu unterstützen.

Art. 3 - Pro Produktionssektor wird jeweils nur ein Pilotzentrum zugelassen und bezuschusst. Eine Vereinigung kann die Zulassung als Pilotzentrum erhalten, wenn sie folgende Bedingungen erfüllt:

1° die Vereinigung muss als Vereinigung ohne Erwerbszweck im Sinne des Gesetzes vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Erwerbszweck, die internationalen Vereinigungen ohne Erwerbszweck und die Stiftungen gegründet worden sein;

2° der Verwaltungsrat der Vereinigung muss zu wenigstens einem Drittel aus in dem betreffenden Produktionssektor tätigen landwirtschaftlichen Betriebsinhaber bestehen;

3° die in Artikel 5 des vorliegenden Erlasses angeführten Aufgaben müssen in dem Gesellschaftszweck der Vereinigung erwähnt werden;

4° alle auf dem Gebiet der Wallonischen Region angesiedelten Erzeuger müssen in den Genuss der Tätigkeiten der Vereinigung gelangen.

Art. 4 - Das Pilotzentrum ist verpflichtet:

1° die Richtlinien des Ministers oder der Generaldirektion der Landwirtschaft zur Durchführung der in der Zulassung angeführten Aktivitäten zu beachten;

2° jährlich ein Tätigkeitsprogramm auszuarbeiten, das dem Minister vor dem 31. Dezember des Jahres vor dem betreffenden Haushaltsjahr zur Genehmigung vorzulegen ist und das eine vollständige Beschreibung der geplanten Aktionen umfasst, sowie einen Zeitplan für deren Durchführung, einen Haushaltsplan sowie eine Aufteilung der Aufgaben und Unkosten unter die Partner;

3° einen oder mehrere technische Ausschüsse zu bilden, deren Aufgabe darin besteht, die Aufgaben und das Jahresprogramm auszuarbeiten und deren Ausführung zu überwachen;

4° der Verwaltung alle Dokumente über die Ausarbeitung und die Durchführung des Entwicklungsprogramms und über die Aktivitäten des Pilotzentrums zu übermitteln;

5° den Vertreter der Verwaltung zu den Versammlungen der Gründungsorgane der Vereinigung einzuladen, an denen er als Beobachter teilnimmt, sowie zu den Versammlungen der technischen Ausschüsse, an denen er als Sachverständiger teilnimmt;

6° über das Material und das Personal zu verfügen, das für die einwandfreie Ausführung der Aufgaben erforderlich ist;

7° sich den Kontrollen der Verwaltung zu unterziehen und den Zugang zu ihren Einrichtungen, ihrer Buchführung und allen Dokumenten im Zusammenhang mit den in der Zulassung angeführten Aktivitäten zu gewähren.

Art. 5 - In dem betreffenden Produktionssektor können die folgenden Aufgaben Gegenstand einer Zulassung im Rahmen eines Pilotzentrums sein:

1° die Koordination der Aktivitäten des Produktionssektors;

2° die Durchführung von Experimenten unter praxisgerechten Bedingungen;

3° die Einführung von Demonstrationsprojekten;

4° die Betreuung der Erzeuger auf technischer, wirtschaftlicher, sozialer und umwelttechnischer Ebene;

5° die Entwicklung des Sektors durch aufeinander abgestimmte Programme und punktuelle Aktionen;

6° die Verbreitung von allen Informationen im Zusammenhang mit dem Produktionssektor und insbesondere der Ergebnisse der Aktivitäten des Pilotzentrums und der Forschung;

7° die Verbesserung der bestehenden Techniken und die Prüfung der Möglichkeiten der Anwendung von neuen Techniken;

8° die Verbesserung der Produktqualität.

KAPITEL III — *Die Bezuschussung*

Art. 6 - Der Minister ist befugt im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel dem zugelassenen Pilotzentrum einen Zuschuss im Rahmen der Beteiligung an den Funktionskosten, einschließlich der Personalkosten, zu gewähren, und zwar bis in Höhe von 80% der im Rahmen des genehmigten Haushaltsplans tatsächlich getätigten Ausgaben.

Art. 7 - § 1. Ein zusätzlicher Zuschuss kann dem zugelassenen Pilotzentrum für die Investitionen gewährt werden, die notwendig sind, um die in der Zulassung angeführten Aktivitäten, die im Rahmen des jährlich erstellten Aktivitätenprogramms genehmigt worden sind, durchzuführen.

§ 2. Dieser zusätzliche Zuschuss ist auf 40% der Gesamtkosten der genehmigten Investitionen begrenzt und wird auf der Grundlage der Originalbelege und der Zahlungsbeweise ausgezahlt.

§ 3. Jede möglicherweise gewährte sonstige öffentliche Beteiligung fällt unter diese Grenze von 40%.

Art. 8 - Alle finanziellen Einnahmen, die ggf. durch den Zuschuss entstehen, müssen für die in der Zulassung angeführten Aufgaben verwendet werden.

Art. 9 - Der Zuschuss wird dem Pilotzentrum gemäß den folgenden Modalitäten gewährt:

1° die Zahlung eines Vorschusses über 75% des Zuschusses für die Funktionskosten auf der Grundlage einer Schuldforderung, die unmittelbar nach der Unterzeichnung des Ministerialerlasses zur Gewährung des Zuschusses einzureichen ist;

2° die Zahlung des Saldos von 25% des Zuschusses nach Vorlage eines Tätigkeitsberichts und der gesamten Belege und Zahlungsbeweise für dieses Tätigkeitsprogramm.

KAPITEL IV — *Abschließende Bestimmungen*

Art. 10 - Der Minister ist befugt, nach Anhörung der Vertreter des Pilotzentrums dem betreffenden Zentrum die Zulassung zu entziehen, falls es die in Artikel 3 des vorliegenden Erlasses angeführten Zulassungsbedingungen nicht mehr erfüllt oder die in Artikel 4 angeführten Vorschriften nicht mehr beachtet, oder aber die ihm übertragenen Aufgaben nicht mehr erfüllt.

Art. 11 - Der Königliche Erlass vom 15. Dezember 1975 über die Anerkennung und die Gewährung von Zuschüssen an Gärten und gartenbauliche Versuchszentren, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 3. April und 29. Oktober 1992, wird abgehoben.

Art. 12 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2004 wirksam.

Art. 13 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. April 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 2505

[2004/202020]

29 APRIL 2004. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de erkenning van Pilotcentra voor ontwikkeling en vulgarisatie inzake landbouw

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 5 februari 1999 houdende diverse bepalingen en betreffende de kwaliteit van de landbouwproducten, inzonderheid op artikel 37;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 december 1975 betreffende de erkenning en de subsidiëring van tuinbouwproeftuinen en -centra, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 april 1978 en 29 oktober 1992;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 december 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 18 december 2003;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke regeringen en de federale overheid van 12 januari 2004;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 18 december 2003 over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens 30 dagen;

Gelet op het advies 36.740/4 van de Raad van State, gegeven op 7 april 2004, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, verstaat men onder :

1^o Minister : de Minister bevoegd voor Landbouw;

2^o Bestuur : de Directie Ontwikkeling en Vulgarisatie van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3^o productiesector : geheel van activiteiten verbonden met een speculatie, een groep speculaties, een productiemethode of de eerste verwerking van de producten afkomstig uit de landbouwproductie.

HOOFDSTUK II. — *De erkenning*

Art. 2. De Minister kan verenigingen erkennen als pilootcentrum voor ontwikkeling en vulgarisatie, ter aanmoediging en ondersteuning van gezamenlijke acties in het kader van een productiesector, in samenwerking met de betrokken beroepskringen en ten gunste van het geheel van de producenten die actief zijn in die productiesector op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Art. 3. Eén enkel pilootcentrum per productiesector kan worden erkend en gesubsidieerd. Een vereniging kan pas erkend zijn als ze voldoet aan volgende voorwaarden :

1^o opgericht zijn als vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig de bepalingen van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

2^o de raad van bestuur van de vereniging moet bestaan uit minstens één derde landbouwers die actief zijn in de betrokken productiesector;

3^o de in artikel 5 van dit besluit bedoelde opdrachten moeten opgenomen worden in het maatschappelijk doel van de vereniging;

4^o het geheel van de producenten aanwezig op het Waalse grondgebied moeten het voordeel kunnen genieten van de activiteiten van de vereniging.

Art. 4. Het pilootcentrum moet :

1^o zich voegen naar de richtlijnen van de Minister of van de vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal Landbouw met het oog op de realisatie van de in de erkenning bedoelde activiteiten;

2° een jaarlijks activiteitenprogramma dat de goedkeuring van de Minister behoeft opmaken vóór 31 december van het jaar dat voorafgaat aan het boekjaar, met een volle beschrijving van de geplande acties, een uitvoeringsplanning, een begroting en een verdeling van de taken en kosten tussen partners;

3° één of meerdere technische comités oprichten die belast zijn met de uitwerking van en het toezicht op de uitvoering van de opdrachten en van het jaarlijkse programma;

4° alle documenten betreffende het opmaken en de realisatie van het ontwikkelingsprogramma en de activiteiten van het pilootcentrum bezorgen aan het Bestuur;

5° de vertegenwoordiger van het Bestuur uitnodigen als waarnemer aan alle vergaderingen van de samenstellende organen van de vereniging en als deskundige aan die van de technische comités;

6° beschikken over de uitrusting en het personeel noodzakelijk voor de goede uitvoering van de opdrachten;

7° zich onderwerpen aan de controles van het Bestuur en de toegang mogelijk maken tot zijn installaties, zijn boekhouding en elk document in verhouding tot de in de erkenning bedoelde activiteiten.

Art. 5. In de betrokken productiesector kunnen de volgende opdrachten het voorwerp uitmaken van de erkenning :

1° de coördinatie van de activiteiten van de productiesector;

2° de realisatie van proeven onder de praktijkvoorwaarden;

3° de uitvoering van demonstratieprojecten;

4° de begeleiding van producenten op technisch, economisch, sociaal en milieuvlak;

5° de sectorontwikkeling door gecoördineerde programma's en gerichte acties

6° de vulgarisatie van elke informatie in verhouding tot de productiesector en inzonderheid de resultaten van de activiteiten van het centrum en van het onderzoek;

7° de verbetering van bestaande technieken en het zoeken naar nieuwe technieken;

8° de verbetering van de productkwaliteit.

HOOFDSTUK III. — *De toelage*

Art. 6. Binnen de perken van de begrotingskredieten, kan de Minister het pilootcentrum een toelage toekennen als tegemoetkoming in de werkingskosten, met inbegrip van de personeelskosten, ten belope van maximum 80 % van de binnen de goedgekeurde begroting uitgevoerde uitgaven.

Art. 7. § 1. Een bijkomende toelage kan worden toegekend aan het erkende pilootcentrum voor investeringen noodzakelijk voor de realisatie van activiteiten bedoeld in de erkenning, en die goedgekeurd zijn in het kader van het jaarlijkse activiteitenprogramma.

§ 2. Die bijkomende toelage wordt beperkt tot 40 % van de totaalcost van de goedgekeurde investeringen en uitbetaald op grond van de oorspronkelijke bewijsstukken en de betalingsbewijzen.

§ 3. Elke andere openbare tegemoetkoming wordt geïntegreerd in die beperking van 40 % .

Art. 8. Elke eventuele ontvangst afkomstig uit de toelage moet worden gebruikt voor de opdrachten bedoeld in de erkenning.

Art. 9. De toekenningsmodaliteiten van de toelage zijn :

1° de uitbetaling, op grond van een aangifte van schuldvordering die moet worden ingediend vanaf de ondertekening van het ministerieel besluit tot subsidiëring, van een voorschot ten bedrage van 75 % van de toelage voor de werkingskosten;

2° de uitbetaling van het saldo van 25 % van de toelage na voorlegging van een activiteitenverslag en van het geheel van de bewijsstukken en betalingsbewijzen betreffende het activiteitenprogramma.

HOOFDSTUK IV. — *Slopbepalingen*

Art. 10. De Minister kan, na de vertegenwoordigers van het pilootcentrum te hebben gehoord, de erkenning intrekken indien het centrum niet meer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden bedoeld in artikel 3 of indien de voorschriften bedoeld in artikel 4 niet worden nageleefd, of bij niet-ervulling van zijn opdrachten.

Art. 11. Het koninklijk besluit van 15 december 1975 betreffende de erkenning en de subsidiëring van tuinbouwproeftuinen en -centra, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 april 1978 en 29 oktober 1992, wordt opgeheven.

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2004.

Art. 13. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 april 2004

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART